

Vingt propositions pour réformer le capitalisme (édition 2012)

Sous la direction de Gaël Giraud et Cécile Renouard

& **L'illusion financière** de Gaël Giraud

& **Le prix de l'inégalité** de Joseph Stiglitz

Commentaires de Léon Régent

Table des matières

<i>Vingt propositions pour réformer le capitalisme (édition 2012) Sous la direction de Gaël Giraud et Cécile Renouard & L'illusion financière de Gaël Giraud.....</i>	2
Introduction.....	2
Les livres.....	2
Le capital rapporte.....	2
Face à la quadrature du cercle.....	2
L'écologie d'abord.....	3
La dette, un mal sans remède.....	3
Les emplois, la croissance et les inégalités.....	5
Réglementer davantage.....	5
Brevets et propriété intellectuelle.....	6
Les instruments financiers complexes, les fonds de pensions.....	6
La fiscalité des entreprises internationales.....	7
Commentaires.....	7
Que va-t-il se passer ?.....	8
<i>Le prix de l'inégalité, Joseph Stiglitz, 2012.....</i>	10
L'inégalité.....	10
Le social.....	10
Les banques.....	10
L'État.....	11
Les théories économiques.....	11
L'impôt.....	11
L'Europe.....	12
La concurrence, les rentes.....	12
La croissance.....	12
Programme de réforme économique (p.364-381).....	12
Conclusion.....	13
Commentaires.....	13
La concurrence.....	13
Le plein emploi par la croissance.....	13
Détrôner l'argent.....	14

La version la plus récente de ce document est téléchargeable sur le site <http://leon.regent.free.fr/>.

Il est complété par d'autres :

- [Quelle autre économie après le capitalisme.pdf](#) (20 pages) permet notamment de mieux comprendre les mécanismes financiers (création monétaire, argent-dette...).
- Et surtout, les analyses sur "[Revenu de Base](#)" comme levier pour changer notre société.

Vingt propositions pour réformer le capitalisme (édition 2012)

Sous la direction de Gaël Giraud et Cécile Renouard

& L'illusion financière de Gaël Giraud

Introduction

"Vingt propositions pour réformer le capitalisme" est un livre de plus de 400 pages écrit par douze personnes très compétentes dans le domaine financier (formation et expérience). Parmi elles, trois religieux non suspects de défendre un intérêt personnel. Malgré sa technicité, il est très abordable.

Les auteurs se situent en réformateurs, et non pas en révolutionnaires ou en utopistes. Leur diagnostic, étayé par de nombreux chiffres et exemples, est pourtant sans complaisance, accablant. *"Les marchés financiers sont constamment en train de panser les plaies d'une bulle et de préparer la suivante"*, *"La zone euro telle qu'elle a été élaborée en 1999 n'est pas viable"*, *"Un changement de paradigme s'impose"...*

De leur aveu même, leurs propositions réformistes sont à la fois difficilement acceptables par la communauté internationale et les acteurs concernés (on comprend qu'on peut espérer au mieux une mise en œuvre lente et partielle)... et insuffisantes !

Voici une série de remarques sur des points qu'il m'a paru intéressant de relever.

En note, j'ai ajouté des citations du livre de Gaël Giraud "L'illusion financière" (2012) qui éclairent son point de vue personnel.

Pour terminer, je commente "le prix de l'inégalité" de Joseph Stiglitz. Un point de vue intéressant, documenté... mais par rapport auquel il faut prendre du recul : propose-t-il vraiment des perspectives répondant à nos aspirations ?

Les livres

Le capital rapporte

Les auteurs proposent de réformer le modèle anglo-saxon ultra libéral du capitalisme, développé depuis 1980. Ils n'en remettent pas en cause les fondements.¹

Ils ne discutent pas le premier fondement du capitalisme, le taux d'intérêt. Son usage enrichit les épargnants qui ont un capital, c'est à dire les déjà riches. Il rend la société plus inégalitaire. De plus, il est exponentiel. La croissance infinie et de plus en plus rapide d'une exponentielle est physiquement impossible, et donc porteuse d'une "purge" périodique (crise, guerre...).

Ils se situent en aval pour corriger ces effets intrinsèquement dévastateurs.

Face à la quadrature du cercle

Les trois défis majeurs à affronter sont l'écologie, la dette et la pauvreté (écart croissant entre riches et

¹ *Nous attendons, en vérité, que les professionnels de la finance de marché, leurs créanciers et leurs actionnaires, consentent à lâcher le Veau d'or. Tant que la finance dérégulée promettra des rendements de 15 % par an, l'épargne ne pourra pas être investie dans un programme d'industrialisation verte qui ne sera rentable que dans un temps très long (IF p.163).*

pauvres, chômage). Aucun n'est passé sous silence. Voyons à la fois les priorités qui semblent se dégager, le réalisme des propositions et leurs limites.

L'écologie d'abord

Il est étonnant que des financiers, dans la situation actuelle, proposent que la France investisse 600 milliards d'euros en dix ans, et même dix fois plus s'il le faut (!), pour aller vers une économie écologique, faiblement émettrice de CO₂. Il s'agit d'isoler les logements, de restructurer l'urbanisation pour réduire le coût des transports, de développer des villes moyennes proches de cultures variées satisfaisant leurs besoins, de développer la recherche...

Ces investissements ne seraient pas pris en compte dans le calcul du déficit courant de l'État et donc échapperaient à la règle d'or !²

Le mode de financement envisagé est la création monétaire par la BCE (planche à billets). Les lourdes conséquences (taux de croissance de la masse monétaire, inflation...) ne sont pas chiffrées. Quand on aime, semble-t-il, on ne compte plus !

S'agissant de l'énergie, une des propositions est de mettre en place des règlements pour une production d'électricité moins émettrice de CO₂.³ Mais le débat sur le nucléaire est escamoté, le mot n'est même pas cité. Peut-être les auteurs se sont-ils sagement limités aux questions qui sont de leur compétence ? Ils auraient pu le dire.

Le virage écologique proposé ne consiste pas donc à être économe (on ne parle pas de lutter contre l'obsolescence accélérée, de consommer moins), mais à investir beaucoup pour pouvoir consommer en dépensant moins d'énergie.

Le coût écologique des travaux n'est pas abordé. Ne risque-t-on pas de retomber dans le syndrome de la prime à la casse, avec un bilan négatif en CO₂ si l'on prend en compte non seulement le carburant, mais le recyclage de la vieille voiture et la fabrication de la nouvelle ?

La dette, un mal sans remède

La dette est bien présente dans le diagnostic comme un problème majeur⁴. Les mesures prises par la BCE ne sont pas des remèdes, au mieux elles donnent un peu de temps.

² Gaël Giraud distingue les dettes jamais remboursées (par défaut explicite ou pas) de celles qui le sont (et donc correspondent à des investissements productifs). Les premières sont inflationnistes, pas les secondes. Par exemple, distribuer un Revenu de Base en augmentant la dette de l'État est inflationniste : on augmente le pouvoir d'achat sans augmenter la richesse à répartir (IF p.111-113).

Il propose de financer la transition écologique par des crédits (= création monétaire) à taux faible (1%) non inflationnistes (IF chap.8). Il précise ultérieurement que pour éviter d'alourdir la dette souveraine, on pourrait créer une société privée (l'État y serait minoritaire) qui emprunterait avec la garantie de l'État : c'est une solution qui a déjà été mise en œuvre en 2009 pour faire face à l'assèchement du marché interbancaire, elle est donc politiquement réalisable rapidement.

³ *Le plus immédiat, c'est sans doute la rénovation thermique destinée à diminuer drastiquement la consommation d'énergie par le bâtiment... Le chantier qui arrive en second, c'est la mobilité : l'avion, la voiture et le train... Enfin, le troisième chantier, c'est celui de la transformation de nos modes de production de l'énergie... séquestrer le CO₂ produit... investir massivement dans les sources d'énergie décarbonée.* (IF p.68-69)

⁴ *L'indépendance de la BCE à l'égard du politique n'a nullement contrarié la succession de cadeaux électoraux qui, de suppression d'impôts en niches fiscales, ont permis à l'État français, entre 2000 et 2008, de renoncer à plus de 70 milliards d'euros de recette fiscales annuelles* (IF p.97).

Il est constaté (cas de la Grèce) que l'austérité n'est pas une solution. Elle entraîne une récession, de moindres recettes fiscales et donc un accroissement accéléré de la dette.⁵

Mais la dette est étonnamment absente des propositions.⁶

Il n'est pas dit clairement que dette = épargne ; que l'autre face de la dette, c'est une épargne excessive ; que réduire la dette ne peut se faire qu'aux dépens des épargnants.⁷

Il est vrai que tout ce qui est dit des paradis fiscaux et du dumping entre États montre à quel point semble utopique la seule solution mathématiquement possible : rembourser la dette de la France (2000 milliards) avec le patrimoine des français (10000 milliards, dont 6000 aux mains des 10 % les plus riches). L'État est en effet incapable de majorer suffisamment les impôts sur le patrimoine. Les auteurs se contentent de proposer une amélioration des statistiques internationales pour mieux comprendre ce qui se passe...

L'objectif de réduire la dette semble purement et simplement abandonné. Ni calendrier, ni même affichage d'une ferme volonté de la voir diminuer. La dette des PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne) est qualifiée d'impossible à rembourser.⁸

⁵ *La prochaine restructuration de la dette grecque pourrait coûter entre 70 et 100 milliards d'euros au système européen des banques centrales... ce sont bien les contribuables européens qui devront in fine acquitter la facture de la crise... les défauts souverains du Sud de l'Europe feront grossir les dettes publiques des pays du "centre" de la zone euro (IF p.101).*

⁶ *La prétendue crise des dettes publiques (IF p.7).*

La crise européenne n'est pas, d'abord, une crise des finances publiques, mais une crise de la finance dérégulée (IF p.10).

Le privé, en Europe, est bien plus lourdement endetté que le public : 140 % du PIB européen, contre 88 % pour la dette publique en 2011 (IF p.37). Avant de sauver leurs banques en faillite, les États irlandais et espagnol étaient faiblement endettés (IR p.38-39).

Les CDS sur les dettes souveraines européennes risquent de jouer le rôle d'un élastique qui relierait deux nageurs en train de se noyer : les banques et les États (IF p.40).

Que faire ? A court terme, mettre fin aux plans d'ajustement structurels, aussi destructeurs qu'inutiles, négocier la restructuration des dettes publiques d'une bonne part des pays de la zone euro... (IF p.101)

⁷ *G Giraud affirme la responsabilité des banques : elles font tourner la planche à billets (sans que la BCE n'y puisse rien) en vue d'opérations risquées (prêts à la Grèce...) ou de spéculation. Elles alimentent les fonds de "private equity" qui empruntent pour racheter une entreprise (LBO permettant un fort effet de levier), améliorent sa valeur boursière (restructuration au pas de charge) et revendent. Elles pourraient (techniquement) financer la transition écologique, mais ces investissements sont trop peu rentables pour elles (IF chap. 5).*

Il ne dit pas "Y'a qu'à faire payer les banques" (ce sont des intermédiaires ayant peu de fonds propres, des coquilles vides. Elles ne pourraient plus honorer leurs engagements vis à vis des épargnants : assurances-vie, livrets, comptes bancaires). Les banques privées n'ont même plus les actifs nécessaires pour servir de collatéral aux prêts de leur banque centrale (IF p.83).

Ce que dit un banquier n'a pas de valeur informative : quel que soit l'état réel de son bilan, il ne pourra jamais dire que cela va mal, sauf à courir le risque de sa propre faillite (IF p.86).

Le piège du mensonge structurel dans lequel sont enfermées les banques et, désormais, la plupart des États de la zone euro, n'a rien à voir avec la vertu personnelle de tel ou tel édile (IF p.100).

⁸ *Constatant les écarts économiques impossibles à combler entre pays européens, et qu'on peut estimer que Berlin et Paris n'ont pas à verser 4 % de leur PIB en transferts au profit de Lisbonne ou Athènes, Gaël Giraud préconise de passer d'une monnaie unique à une monnaie commune en restaurant des monnaies nationales dévaluables par décision politique négociée. La dette publique de chaque pays serait immédiatement libellée dans la monnaie nationale, ce qui constituerait de facto une restructuration (IF p.149-153).*

Les emplois, la croissance et les inégalités

L'emploi par la croissance reste la visée sous-jacente. Simplement, il s'agit d'une croissance verte.⁹

Une remise en place de taxes douanières vis à vis des pays en situation de dumping fiscal, écologique ou social¹⁰ freinerait les délocalisations, et surtout mettrait un peu d'ordre dans un libre-échange dérégulé devenu une jungle.

La taxation des profits financiers (des plus riches) permettrait de revaloriser les salaires, d'augmenter le pouvoir d'achat de la classe moyenne et donc de relancer la croissance par la consommation.

Avec un jargon d'économiste, l'augmentation de la part des plus défavorisés (maximin ou leximin) est préférée à la maximisation du bien-être moyen. "L'utilitarisme moyen" est une idée très répandue parmi les élites qui justifient ainsi leur comportement d'investisseurs à l'origine du progrès. Il excuse l'écart croissant entre les privilégiés et ceux qui n'ont que les miettes du gâteau.¹¹

Les auteurs ne parlent pas de la publicité qui pousse à surconsommer. Il est vrai que la remettre en cause d'une part semble utopique, d'autre part détruirait quantité d'emplois, certes inutiles ou nuisibles, mais évitant au moins du chômage.

Réglementer davantage

Il est répété que des marchés dérégulés ne sont pas naturellement efficaces. La plupart des propositions visent donc à un accroissement de réglementation et à la création d'organes indépendants de contrôle.¹²

Pour inciter les entreprises à respecter l'environnement, des mécanismes complexes du type "taxe carbone", ou impôt calculé sur les dégâts causés à l'environnement (avec toutes les difficultés d'une telle mesure), ou encore actif immatériel de "réputation" sont imaginés. Les failles de cette taxe carbone sont en même temps reconnus.

La complexité est génératrice d'emplois, que la simplification rendraient inutiles. Il y a une cohérence avec ce qui précède à ne pas la remettre en cause.

Mais s'enfoncer dans la complexité juridique, c'est aussi risquer de favoriser davantage une minorité de spécialistes. Ils peuvent d'autant mieux cacher leurs manœuvres que peu les comprennent.

⁹ *Il est malheureusement illusoire d'imaginer qu'une politique de soutien budgétaire à la "croissance", même à l'échelle européenne, permettra de créer beaucoup d'emplois... Un chemin hors de la récession, c'est celui de la transition écologique (IF P.11).*

Sur 3 % d'augmentation moyenne du PIB par habitant au cours des trente glorieuses, environ 2 % provenaient de l'accroissement de consommation de pétrole, charbon et gaz. (IF p.63).

La transition écologique, seule, peut permettre à nos économies de retrouver un nouveau chemin de croissance, qui ne soit plus fondé majoritairement sur la consommation d'énergies fossiles. Hors de ce chemin, nous sommes sans doute condamnés à une croissance atone (IF p.94).

¹⁰ *Un quart environ d'une classe d'âge d'Européens de l'Ouest accède à un enseignement supérieur général... masse critique qui permet aux membres de cette élite de masse de vivre dans une endogamie sociale quasi complète, de vivre entre eux... En France, ghettoïsation géographique... illusion que nous représentons la majorité de la société (IF p.158).*

¹¹ *Gaël Giraud y revient en critiquant la thèse du ruissellement de la fortune de ceux qui sont situés en haut de la pyramide vers sa base (IF p.110).*

¹² *Par les effets de levier inouïs que permet la dérégulation, l'illusion financière fait miroiter une prospérité trompeuse car, lors du retournement du cycle, plus haute aura été l'ascension, plus dure sera la chute (IF p.56).*

Brevets et propriété intellectuelle

Les auteurs constatent que la privatisation excessive de la propriété intellectuelle comporte en germe de nombreux effets pervers (rentes abusives...) ; que Monsanto, qui détient 90 % des brevets OGM, crée nombre de désastres environnementaux ; que les logiciels libres sont une bonne chose (Linux...) ; que la Chine "pirate" via internet.

A partir de ce constat hétéroclite, ils proposent des mesures visant à la fois à augmenter les efforts de recherche de l'État, combattre les brevets abusifs ou inutilisés et réduire la complexité des dépôts de brevets pour que les PME y aient un accès plus facile. Le beurre et l'argent du beurre ?¹³

Les instruments financiers complexes, les fonds de pensions¹⁴

Les auteurs nous emmènent dans les arcanes de la haute finance et de son "*insondable complexité*". Ils citent le président de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) disant en 2010 : "*Nous ne sommes plus à même de surveiller les marchés financiers*".¹⁵

Ils proposent diverses mesures pour limiter le risque d'une faillite contagieuse et mettre fin à certaines dérives. Par exemple, s'agissant du trading haute fréquence, imposer une durée minimale pour les ordres de... 0,1 seconde.¹⁶

Mais, disent-ils en parlant de la directive européenne sur les Marchés d'instruments Financiers (MIF de 2004, mise en œuvre en 2007), "comme toujours, le diable est dans les détails".¹⁷

Leur approche du problème des **fonds de pension** par capitalisation est significative. Ils pointent l'insuffisance des modèles mathématiques utilisés (courbe de Gauss), qui sous-estiment les risques exceptionnels. Les fonds de pension, agissant sur des durées longues, y sont très exposés. Il faut donc, selon eux, changer de modèle pour que ces risques réels soient mis en évidence. Les fonds de pensions vont alors s'en prémunir en augmentant les cotisations ou en réduisant les niveaux de retraites promis

¹³ Entre biens privés (droit exclusif du propriétaire) et biens publics (que chacun utilise à sa guise), Gaël Giraud propose de développer la notion de **biens communs**, sans droit exclusif, mais gérés ensemble parce qu'épuisables (par exemple, droit de pêche, droit de polluer, matières premières...). Le dialogue permettrait de poser des règles conciliant efficacité et justice sociale, de sortir du dualisme État/marché.

La liquidité et le crédit (deux caractéristiques majeures de la monnaie) devraient être gérés comme communs (IF chap.7 & 9).

¹⁴ *Nous sommes tous complices, ne fût-ce qu'à travers notre épargne* (IF p.10).

¹⁵ En 2008, la banque américaine CIT, prise dans la tourmente, a emprunté beaucoup d'argent à Goldman Sachs. Cette dernière, en 2009, a refusé tout arrangement avec CIT et l'a acculée à la faillite. Pourquoi tant d'âpreté ? Parce que Goldman Sachs s'était assuré contre ce risque via des CDS : cette faillite lui a rapporté beaucoup (IF pages 25-28).

¹⁶ *C'est un véritable lieu de combat spirituel pour un opérateur financier trentenaire en position de gagner plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois que de se demander si son travail est socialement utile... Le combat est encore plus considérable pour les épargnants fortunés qui perçoivent la plus grande part de la rente de ces opérations sans même participer aux paris d'argent qui l'ont générée... Tous ceux qui détiennent un livret d'épargne* (IF p.157).

¹⁷ Gaël Giraud va plus loin : séparation des métiers bancaires de crédit (banques commerciales) et de marché (banques d'investissement) pour éviter de continuer à "*socialiser les pertes et privatiser les profits*"; abolition de la directive européenne MIF devenue effective en 2007 ; interdiction des "darks pools" et du trading haute fréquence ; rendre aux banques centrales le monopole de la création monétaire, *en forçant les établissements financiers à détenir des réserves auprès des banques centrales égales à 100 % de leurs comptes courants, par opposition aux 2 % actuellement en vigueur au sein de la zone euro... Permettre aux trésors publics des pays de la zone euro de disposer d'un compte à la BCE* (IF chap.10).

(c'est à dire augmentant leurs fonds propres).

Or, le risque visé n'est pas exceptionnel, il est systémique. L'énorme épargne gérée par les fonds de pensions correspond à une énorme dette (publique, mais aussi privée). La mesure proposée, en augmentant l'épargne, aura comme résultat d'augmenter la dette d'emprunteurs largement insolubles et de rendre leur défaut plus probable...

Pour moi, la vraie solution, c'est de se limiter au système de retraite par répartition. Année par année, on répartit les montants disponibles, sans garantir à l'avance la valeur du "point". En effet, cette valeur devra diminuer avec l'inévitable décroissance de la consommation.

Les fonds de pensions par capitalisation seraient alors nationalisés. Leurs actifs réduiraient d'autant la dette des États. Les engagements pris en monnaie vis à vis des retraités seraient remplacés par des engagements en "points".

Dans les pays où le choix a été fait de la retraite par capitalisation, à commencer par les États-Unis, il ne s'agirait plus d'une simple réforme du capitalisme, mais d'une révolution...

La fiscalité des entreprises internationales

Le constat, largement étayé, est accablant.

Les entreprises mettent les États en concurrence, cherchant le moins-disant fiscal pour le plus grand dommage des peuples. La refacturation interne aux multinationales, notamment la refacturation des "marques", et la confidentialité dont elles peuvent se prévaloir (concurrence oblige) leur permet de transférer discrètement leurs bénéfices là où elles le veulent.

Les niveaux d'imposition des entreprises en Europe convergent... mais par le bas !

C'est la classe moyenne qui demande des réformes. La classe supérieure est conservatrice, elle défend ses intérêts.

La moitié des flux financiers mondiaux transiteraient par les paradis fiscaux. Un sixième des avoirs bancaires mondiaux seraient déposés aux îles Caïmans. A notre porte, Andorre, Monaco et le Liechtenstein étaient en 2009 les trois États restant catalogués par l'OCDE de "non-coopératifs", c'est à dire non transparents.

95 % des délits financiers resteraient impunis.

Faute de savoir taxer les entreprises, les États augmentent la TVA qui n'a pas d'effet redistributif.

On comprend vite que le combat est inégal, les propositions (améliorer les normes comptables...) ne sont pas à la mesure du problème. Les auteurs le reconnaissent eux aussi : *"Compte tenu de l'état actuel de la concurrence fiscale, des réflexes majoritairement individuels des États, il demeure prématuré de proposer des mesures concrètes en faveur d'un début d'harmonisation fiscale"*.

Commentaires

Une grande part des interrogations et réserves que j'avais à la lecture du premier livre s'éclaircissent avec le second ("l'illusion financière"). Du coup, il me semble que les propositions complémentaires suivantes s'intègrent bien dans la perspective de Gaël Giraud.

- Rembourser les dettes souveraines par une **imposition confiscatoire du capital** (ISF, droits de succession...) plutôt que par des faillites brutales.

- Augmenter les **impôts progressifs** sur tous les revenus, jusqu'à des taux confiscatoires pour les revenus élevés.
- Augmenter la **TVA sur les produits polluants** (énergies) ou nuisibles / inutiles (luxé...)
- Financer par l'impôt tous les investissements publics (0 **dette** pour l'État).
- Au plan écologique, investir prudemment (risque de se tromper, les solutions d'avenir ne sont pas claires), mais surtout **réduire la consommation**, utiliser au mieux ce qui existe. Emprunter pour investir n'est envisageable qu'une fois la dette actuelle maîtrisée, dans la perspective de rembourser les emprunts et en acceptant donc la hausse des produits concernés (un logement isolé ou une voiture propre sont plus chers).
- **Supprimer les emplois inutiles** ou nuisibles : publicité, jeux d'argent...
- **Simplifier** les règles et organisations (par exemple, une seule caisse de retraites, supprimer les niveaux communes et départements pour ne garder que la région et un niveau plus petit...).
- Supprimer les mutuelles (à intégrer à la sécurité sociale), supprimer les assurances pour petits risques qui n'ont aucun sens (refer la notion de **biens communs**, entre biens privés et biens publics).
- Augmenter la **durée de vie des objets**, leur normalisation, leur réparabilité.
- Développer la **gratuité** de tout ce qui ne risque pas d'être sur-consommé. Réduire la portée des droits d'auteur et brevets puis les supprimer.
- Libérer l'homme de l'esclavage d'un travail obligé grâce à un **revenu de base** inconditionnel pour tous qui donnera une sécurité à tous. Les emplois "marchands" (à terme, deux fois moins qu'aujourd'hui ?) seront tenus par des personnes motivées (choix personnel) et compétentes (choix de l'employeur).
Supprimer la plupart des aides (remplacées par le revenu de base) et les organismes qui les gèrent. Chacun sera responsabilisé pour gérer ses ressources, payer son électricité...
Supprimer la sécurité de l'emploi, y compris pour les fonctionnaires. Supprimer les indemnités de chômage, supprimer Pôle Emploi (en ne gardant qu'une prime de licenciement). Cela va dans le sens de supprimer les ghettos de privilégiés.
- Développer la **transparence** (fichier interconnecté des bénéficiaires du revenu de base).
- Supprimer les prêts à la consommation (en réduisant le taux d'usure ?).

Que va-t-il se passer ?

Je ne suis pas devin.

Des changements "suffisants" ne semblent pas possibles pacifiquement, chacun se crispant sur ses "avantages acquis". Mais a contrario, imposer une utopie par la révolution n'a jamais amené la paix, au contraire.

C'est le cœur de l'homme qu'il faut convertir, son addiction à l'argent. Cette lente conversion intérieure, si elle s'opère, ira de pair avec une lente amélioration extérieure. On vivra donc encore longtemps dans un monde imparfait, violent, souffrant.

Voici un scénario imaginable dans la logique des errements actuels.

Si une violence mondiale extrême est évitée, nous allons néanmoins subir les conséquences de trois crises majeures, la crise écologique, la crise financière et la crise sociale (emplois).

S'agissant de la finance, les États sont incapables d'assurer une justice redistributive effective via un

fort impôt progressif. Les intérêts de la dette vont encore accroître le patrimoine des plus riches. Face à des débiteurs insolvables, ceux-ci vont se payer en nature, achetant à bas prix les infrastructures publiques pour en tirer un profit aux dépens des classes moyennes (ce que l'on voit en Grèce).

L'exemple de certains pays montre que l'on peut aller très loin dans cette voie. A Madagascar, 75 % de la population vit en-dessous du seuil national de pauvreté.

La défiance vis à vis des politiques et des institutions ira croissant.

Des "solutions locales pour un désordre global", selon le titre d'un beau film de Coline Serreau, se développeront. La minorité prophétique capable de chercher le bien commun avant son intérêt personnel s'exprimera dans la solidarité directe plutôt que via un impôt se retrouvant in fine dans la poche des riches.

Mais d'autres chercheront une issue dans la délinquance, les mafias, les manœuvres financières douteuses.

Le "bien public" sera de plus en plus entre les mains d'une oligarchie coupée de la base, paniquée par la crise, et cherchant tous les moyens de mettre ses avoirs à l'abri.

La façade, préservée par le mensonge et la publicité, ne s'effondrera qu'en dernier.

Un monde nouveau verra le jour. Certains parlent de repartir comme avant après une bonne purge... l'avenir sera le reflet de notre évolution spirituelle.

Le prix de l'inégalité, Joseph Stiglitz, 2012

Joseph Stiglitz a reçu le prix Nobel d'économie. Il est proche des plus hautes instances politiques. Son livre de 380 pages, étayé par 110 pages de notes, ne peut manquer d'avoir de l'influence.

J'ai trouvé des points communs avec la pensée de Gaël Giraud. Ses exemples concernent bien sûr davantage les États-Unis.

Voici quelques citations suivies de commentaires, pour comprendre son système de pensée et en voir les limites : celles inhérentes aux compétences d'un économiste qui voit la société par l'argent.

L'inégalité

L'inégalité est la cause et la conséquence de la faillite du système politique, et elle alimente dans notre système économique une instabilité qui l'aggrave à son tour. C'est ce cercle vicieux qui nous a plongés dans l'abîme (p.9).

Notre système économique n'est pas seulement inefficace et instable, mais aussi fondamentalement injuste (p.13).

La chape de plomb qu'une infime pellicule – le 1 % le plus fortuné de la population – fait peser sur pratiquement tout (p.21).

Le 1 % le plus fortuné possède plus d'un tiers de la richesse du pays (p.36). En France, c'est 20 %.

Le 1 % supérieur a accaparé 93 % du supplément de revenu créé dans le pays en 2012 (p.37).

Les plus riches ont appris à aspirer l'argent de tous les autres (p.71).

S'il y a du chômage, la "coupable" est l'insuffisance de la demande globale... la "coupable" de la faiblesse actuelle de la demande globale, c'est l'inégalité exacerbée (p.138).

Le social

En mars 2012, environ 24 millions d'Américains qui souhaitaient un emploi à temps complet n'en trouvaient pas (p.10).

Certains États américains dépensent autant pour leurs prisons que pour leurs universités (p.51).

Les banques

Les banquiers sont richement rétribués alors que leur contribution à la société – et même à leur entreprise – a été négative. L'enrichissement des élites et des banquiers n'a qu'une seule source : ils peuvent et veulent profiter des autres (p.14).

La boussole éthique de très nombreux professionnels s'est dérégulée (p.17).

Un de leurs outils favoris consiste à opacifier les marchés. Plus ils sont transparents, plus il est probable qu'ils seront concurrentiels. Les banquiers le savent bien.

Puisque les systèmes d'incitations financières ne peuvent jamais être conçus à la perfection, ils ont souvent pour effet un comportement déformé, qui privilégie la quantité et néglige la qualité. C'est pourquoi, dans la plupart des secteurs de l'économie, on se garde bien d'utiliser des systèmes d'incitations simplistes comme ceux dont se sert la finance et que l'on applique aux PDG.

Dans certains États, il y a eu des tentatives pour mettre un terme au crédit prédateur et, dans chaque cas, les banques ont pesé de tout leur poids politique pour empêcher l'entrée en vigueur de lois anti-

prédation (p.271). En France, on n'a pas su interdire les cartes de fidélité mixtes, associant rabais et crédit (cher) facile. Le nombre de surendettés croît très vite.

L'État

L'un des rôles de l'État est de redistribuer le revenu (p.22).

L'un des moyens les plus efficaces d'influencer l'opinion publique est de "capturer" des élus. Au fond, ce sont des marchands d'idées. Persuader des responsables politiques d'adopter ses points de vue et perceptions a un double avantage : ils vont vendre ces idées au public et les traduire en lois et réglementations.

Dans le monde entier, les exemples de privatisations désastreuses sont légion, des routes mexicaines aux chemins de fer britanniques (p.251).

Les théories économiques

Ces dirigeants ont contribué à nous donner une certaine idée de la bonne politique économique, et, tant que nous n'aurons pas compris pourquoi cette idée est fautive – et sert trop souvent leurs intérêts à eux aux dépens des autres -, nous ne pourrions pas reformuler les politiques afin d'avoir une économie plus équitable, plus efficace et plus dynamique (p.23).

Les modèles macroéconomiques standards ne reconnaissent même pas que la répartition du revenu puisse avoir une importance (p.333).

Ceux qui font l'apologie de l'inégalité – et ils sont nombreux – soutiennent qu'en donnant plus d'argent en haut, on rend service à tout le monde, notamment parce que cela va stimuler la croissance. On appelle cette thèse l'économie du ruissellement... Elle est discréditée depuis longtemps... Les richesses qui vont au sommet y vont aux dépens du bas (p.41).

Les économistes de l'école de Chicago (comme Milton Friedman et Georges Stigler)... soutiennent qu'il faut présumer les marchés concurrentiels et efficaces (p.86-87).

Le mythe de l'économie de l'offre soutient qu'imposer les riches réduira le travail et l'épargne, et que tout le monde en souffrira (p.311).

La théorie et la politique monétaires de Friedman reflétaient sa détermination à réduire l'État et à limiter sa liberté de décision (p.350).

Des macro-politiques bien conçues peuvent atteindre simultanément les trois objectifs – réduire les dettes et les déficits, accélérer la croissance et l'emploi, et améliorer la répartition des revenus (p.376).

L'impôt

Les ennemis de l'impôt sur les successions l'appellent l'impôt sur la mort, et suggèrent qu'il est injuste de taxer la mort... Il devrait être évident qu'il sert les intérêts de la plupart des Américains, et pourtant la droite a persuadé un grand nombre d'entre eux de le combattre (p.240).

L'initiative la plus scandaleuse de la politique fiscale récente a été la baisse du taux d'imposition sur les plus-values (p.122).

Il faut colmater les failles (niches), augmenter les taux d'imposition en haut et les réduire en bas (p.295).

Les pollueurs doivent payer les coûts qu'ils imposent aux autres (p.297).

L'Europe

L'Europe a ses propres problèmes, essentiellement parce que certains pays ont constitué une union monétaire sans prendre les dispositions politiques et institutionnelles nécessaires pour qu'elle fonctionne (p.62).

Les causes de la crise de l'Europe sont l'excès d'austérité – les réductions de dépenses publiques ont abouti à la récession de 2012 – et un système monétaire défectueux, celui de l'euro (p.305).

Malgré toutes mes critiques contre la Federal Reserve, je constate que c'est encore pire en Europe. Officiellement, la banque centrale américaine est tenue de prendre en considération l'inflation, la croissance et l'emploi. La BCE est censée se concentrer exclusivement sur l'inflation (p.347_348).

La concurrence, les rentes

Carlos Slim, homme d'affaires mexicain que Forbes classe comme la personne la plus riche du monde en 2011, domine le secteur du téléphone au Mexique. Il peut imposer des tarifs plusieurs fois supérieurs à ceux des marchés concurrentiels... Il est facile de s'enrichir en obtenant un actif de l'État à prix bradé (p.83).

Les lois américaines sur les brevets sont conçues pour maximiser, non le rythme de l'innovation, mais les rentes (p.85).

Microsoft n'a pas été un véritable innovateur... les monopolistes ne sont pas de bons innovateurs (p.89).

La croissance

L'État pourrait emprunter aujourd'hui pour investir dans son avenir (p.301).

On ne peut rétablir la confiance que par des politiques qui mènent à la croissance – et l'austérité fait exactement le contraire (p.319).

Si l'État augmente ses dépenses, le PIB augmente d'un multiple de cette somme (p.323).

Programme de réforme économique (p.364-381)

Imposer des restrictions sur le levier et les liquidités.

Rendre les banques plus transparentes et plus concurrentielles.

Rendre plus difficile le crédit prédateur.

Juguler les bonus.

Fermer les paradis fiscaux.

Renforcer les lois sur la concurrence : les monopoles et les marchés imparfaitement concurrentiels constituent une source majeure de rentes.

Limiter le pouvoir qu'a le PDG de détourner à son profit personnel une large part des ressources de l'entreprise.

Une législation des faillites plus favorable au débiteur.

Rendre l'impôt sur le revenu et sur les sociétés plus progressif et plus étanche.

Créer un impôt sur les successions plus efficace.

Aider les Américains ordinaires à épargner.

Renforcer les programmes de protection sociale et l'accès de tous aux soins.

Corriger les déséquilibres commerciaux.

Un programme de croissance, fondé sur l'investissement public.

Réorienter l'investissement et l'innovation pour préserver les emplois et l'environnement.

Conclusion

Nous pouvons construire une société... où l'égalité des chances sera plus authentique, le revenu national plus élevé, la démocratie plus forte et le niveau de vie meilleur pour la majorité des citoyens (p.361).

Une société divisée entre possédants et non-possédants... C'est le cauchemar vers lequel nous marchons lentement. Le temps presse... Il y a quatre ans, la majorité des Américains ont eu un moment l'audace d'espérer... Aujourd'hui, cet espoir vacille (p.388-389).

Commentaires

Enfin un économiste qui attaque de front la question des inégalités, en disant non seulement que c'est moralement insupportable, mais que c'est une impasse économique. Il ne peut pas y avoir d'économie si une grande partie de la population est exclue à la fois du travail et de la consommation.

Il m'est arrivé en 1997, éberlué, d'entendre un syndicaliste CGT défendre la hausse des gros salaires... pour que tous les autres soient tirés vers le haut ! Il faudra sans doute encore du temps pour que la thèse de l'économie du ruissellement cesse ses ravages.

J'aime aussi le diagnostic sur l'origine des richesses exorbitantes : rentes monopolistiques, lobbying, lois favorables... Reprendre par l'impôt ces richesses indues est à la fois nécessaire et moral.

J'entends une fois de plus un avis sur l'euro : il ne peut pas fonctionner. Devoir revenir à la complexité de monnaies nationales (ou de deux monnaies) me désolerait.

Enfin, deux paradigmes d'une société meilleure me paraissent des fausses pistes.

La concurrence

La concurrence, c'est se battre, faire mieux que les autres. Stiglitz la voit comme la solution aux abus des monopoles, aux rentes improductives.

Pourtant, dans nombre de domaines (routes, voies ferrées, réseaux...), il n'y a pas de place pour deux. En Europe, on voit que les efforts pour introduire une concurrence artificielle (Téléphone, EDF, SNCF...) ont un bilan désastreux... sauf pour le capital ! Et ailleurs (agriculture...), la concurrence tue les plus faibles - qu'on laisse mourir ou qu'on met sous perfusion par des subventions.

La concurrence est une guerre, elle est intrinsèquement porteuse de stress. Pour gagner (ne pas faire faillite...), tous mes moyens sont justifiés. La morale passe au second plan.

Avec la notion de "biens communs", intermédiaire entre les biens publics et les biens privés, Gaël Giraud entrouvre une piste de réflexion. Plutôt que de supprimer les monopoles naturels, je préférerais décourager par l'impôt leurs profits exagérés.

Est-il rationnel de mettre des travailleurs moins performants au chômage ? Contribuer un peu au bien commun, selon ses moyens, vaut mieux que pas du tout.

Certains, sans doute, ont besoin de l'aiguillon de la concurrence. Mais pas tous !

Le plein emploi par la croissance

Stiglitz imagine créer assez d'emplois pour tous en permettant à tous d'accéder à un haut niveau de consommation. C'est faux, l'industrialisation permet de satisfaire tous les besoins avec peu d'emplois.

Il ne mentionne pas la stérilité de nombre d'emplois qu'il faudrait supprimer, à commencer par la publicité poussant à consommer plus s'il prend vraiment au sérieux l'écologie.

L'écologie aux États-Unis, c'est d'abord réduire drastiquement la consommation d'énergie. Parler d'une "croissance verte" et faire payer les pollueurs n'y suffira pas. Il faut affronter la décroissance.

Tant que l'État cherche le plein emploi, il cède au chantage à l'emploi. Remettre en cause les avantages indus est impossible.

Le plein emploi (marchand), c'est que les shadocks vont devoir continuer à pomper pour "gagner" leur vie. Chacun devra se "vendre" à un employeur ou à des clients. C'est une grave violence, un esclavage.

Certains ont besoin du signe de reconnaissance qu'est un salaire, du cadre qu'est un emploi défini avec des horaires, une hiérarchie... Mais pas tous !

Détrôner l'argent

Stiglitz fustige les 1 % qui accaparent l'essentiel des richesses. Il faut aller plus loin :

- Décourager peu à peu la recherche du profit en imposant les revenus et patrimoines élevés, avec comme repère un éventail maximal des richesses : 1/100 dans une première phase, puis 1/10.
- Rembourser la dette souveraine grâce à ces impôts – ou au moins, la regarder en face et dire ce qu'elle peut devenir –, et à l'avenir, financer les investissements publics par l'impôt et non plus par l'emprunt.
- Donner à tous un revenu de base inconditionnel, permettant à ceux qui le veulent de s'épanouir dans des activités non marchandes.
- Décourager les activités socialement inutiles ou nuisibles et aller vers une société non plus de croissance, mais de sobriété solidaire.

Le lecteur moyen (faisant partie des "99 %") ne peut que se réjouir de la critique des multiples manières des 1 % d'accaparer les richesses : les autres sont visés, c'est à eux de résoudre la crise. Après une montée d'adrénaline et une conversation de bistrot, il se couchera la conscience tranquille.

Derrière une apparente critique du système, la démarche n'aurait-elle pas comme première conséquence, après quelques réajustements sans conséquences, de le conforter ?

En 2015, l'auteur poursuit sa croisade contre les inégalités avec un nouveau livre, "La grande fracture".